

Le journal

de Sarreguemines

Bitche

LE RÉPUBLICAIN LORRAIN

Samedi 13 Mars 2010

www.republicain-lorrain.fr

SARREGUEMINES

800 lycéens contre la réforme

Pendant trois heures hier, les lycéens ont crié leur opposition à la réforme du lycée dans les rues de Sarreguemines.
Photo Thierry NICOLAS.



800 lycéens sarregueminois (les seuls en Moselle) ont battu le pavé hier matin. Ils ont crié leur opposition à la réforme du lycée qui doit entrer en application dans les classes de seconde à la rentrée 2010. Les adolescents s'expliquent sur les motifs de leur colère.

> En page 2

Sarreguemines

ÉDUCATION

réforme

800 lycéens crient leur inquiétude

800 lycéens ont manifesté hier de 8 h à 11 h dans les rues de Sarreguemines. Ils expliquent leur refus de la réforme de l'enseignement, qui devrait entrer en application dès septembre dans les classes de 2nde.

Il y a plein de messages qui ont tourné sur les téléphones portables pour appeler à manifester, explique Fiona, 15 ans, élève au lycée Jean-de-Pange. Mais je ne pensais pas que ça prendrait une telle ampleur ! » La police a estimé à 800 le nombre de lycéens qui ont battu le pavé, dès 8 h hier matin. Ils seraient les seuls en Moselle. Les trois heures de marche dans le froid ont à peine clairsemé les rangs. « On se bat pour notre avenir. On a notre mot à dire », annoncent les pancartes. Partie du lycée Nominé vers le Lazard, puis le Pange, la foule a ensuite promené ses banderoles devant tous les monuments symboliques de la République : hôtel de ville, puis palais de justice via le giratoire de la route de Nancy, et sous-préfecture.

« Un prof ne peut pas gérer 35 élèves »

« Leur réforme, c'est juste pour faire des économies », assène la jeune Fiona, à propos de ce que le gouvernement nomme « le nouveau lycée ». Dont les mesures seront appliquées en classe de 2nde à la prochaine rentrée, puis en 1^{re} et terminale en 2011 et 2012. « En "modules" par exemple, la classe est partagée en deux groupes, et on reprend les



Les lycéens prennent le tribunal pour la Bastille ? Hier, ils étaient 800 à manifester dans les rues de Sarreguemines.

Photos Thierry NICOLAS

bases, poursuit Fiona. À la place, ils nous mettent deux heures "d'accompagnement personnalisé", où on pourra

être 30 ou 35 en même temps ! »

Dans les rangs, les paroles sont dures. Jennifer est en bac pro commerce au lycée Simon-Lazard. « Ils ne trouvent personne pour remplacer les profs, et ils veulent encore supprimer des postes ! » Sa classe compte 30 élèves. Comme ses camarades, elle craint de voir encore augmenter les effectifs. « Un prof ne peut pas gérer 30 ou 35 élèves, surtout s'il y a des fortes têtes... » Jennifer dit avoir « commencé à ouvrir les yeux à 18 ans » : « On ne veut pas la même misère qu'ont nos parents. Il faut qu'on ait quelque chose en main pour trouver du travail. Mais moins on aura de profs, moins on aura de diplômes, parce qu'on ne pourra pas suivre. »

Soutenus par des adultes

Près d'elle, des garçons interpellent les chauffeurs de camion pour qu'ils klaxonnent,

et la masse crie en retour. Les cornes de brume s'en mêlent.

Fait rare, on compte une trentaine d'adultes parmi les lycéens, en queue de cortège. Certains sont enseignants, mais revendiquent leur statut de parents d'élèves. René a trois fils : l'aîné est en BTS au lycée Henri-Nominé, le cadet en 2nde, le benjamin en 4^e. « Le petit entend ses frères parler des sections technologiques, mais voit la différence avec les brochures qu'on lui a distribuées. Et il est déçu : ça ne correspond pas à ses attentes. »

Car les heures de spécialisation seront réduites à un « enseignement d'exploration » d'une heure trente par semaine, « vidé de son contenu ».

« Les options font la richesse des lycéens, conclut une adolescente. Il ne faut pas les supprimer. »

Estelle FERNANDES.



L'objet de leur colère, une nouvelle réforme, celle dite du "nouveau lycée"...

Jeunes leaders motivés

Guillaume Rohr apparaît comme le leader du mouvement qui a pris corps hier dans la rue. Etudiant en 2^e année de BTS M&I (Mécanisme et automatismes industriels) au lycée Henri-Nominé, il n'est pas directement concerné par les réformes du lycée. « On est là pour l'avenir, pour les jeunes qui nous suivent. » Le jeune homme est vice-président du conseil de vie lycéenne (CVL) de son établissement, et membre du conseil académique de la vie lycéenne.

Il est revenu remonté de la dernière réunion de ce conseil avec le recteur... « Ils vont imposer l'économie en 2nde. On nous a dit que c'est à cause de la crise, que les jeunes ne savent pas gérer leur argent... »

Les élèves devront choisir deux enseignements d'exploration d'une heure trente hebdomadaire chacun. Mais l'un d'eux, en effet, sera obligatoirement les Principes fondamentaux de l'économie et de la gestion (PFEG) ou les Sciences économiques et sociales (SES).

Vers la fin des diplômes nationaux ?

Les camarades de Guillaume sont tout aussi motivés. Les remarques fusent pêle-mêle. « L'aide personnalisée en math pourra être assurée par des profs de Français ! », s'insurge Bruno. « Ils critiquent les jeunes mais nous laissent de moins en moins de choix, enchaine Simon. On ne fait pas ce qu'on aime. » Guillaume reprend la parole. « Les bacs STI [Sciences et technologies industrielles] sont voués à disparaître. » Il s'inquiète aussi des heures d'enseignements « qui pourront être gérées par les provinciaux ».

Il y voit la fin de la valeur nationale des diplômes. « Ce sera le lycée d'origine qui sera pris en compte quand on postulera dans une école. » Les groupes de compétences instaurés en classe de 1^{er} en 2011 sont également critiqués. « On a parlé de la lutte contre les discriminations en CVL, mais ils augmentent les discrimina-



Guillaume (à dr.) et Bruno s'activent « pour l'avenir, pour les jeunes qui [les] suivent ». Photo Thierry NICOLAS.

tions avec ces groupes ! »

Hier matin, Guillaume, Bruno, Steeve et Kevin ont été reçus par le directeur de cabinet du député-maire, puis par

le secrétaire général de la sous-préfecture, par le proviseur du lycée Henri-Nominé, et enfin par le député-maire Celeste Lett.

À l'issue de ces entretiens, la délégation lycéenne a annoncé que son mouvement se poursuivrait « s'il n'y a pas de changement ».



Les jeunes ont manifesté devant les lieux symboliques de l'État.

Enseignants en grève

• **Lycée Henri-Nominé** : les grévistes représentaient 60 % des enseignants attendus hier à 9 h. Le chiffre était de 42 % sur l'ensemble de la journée.

Tous les personnels de la vie scolaire et du centre de documentation ont suivi le mouvement.

• **Lycée Jean-de-Pange** : on y enregistrait 36 % d'enseignants en grève hier.

• **Lycée Simon-Lazard** : pas de grévistes chez les profs, dont les enseignements ne sont pas concernés par les nouvelles mesures (la réforme des baccalauréats professionnels a déjà été engagée).

Quelques élèves manquaient à l'appel.

• **Manifestations à Nancy** : pendant que les lycéens défilaient à Sarreguemines, certains de leurs profs se sont rassemblés devant le rectorat.

• **Lettres aux parents d'élèves** : depuis quelques jours, des personnels des lycées Jean-de-Pange et Henri-Nominé ont réuni des assemblées générales et formé des inter-syndicales pour dénoncer la réforme du lycée.

Ils ont notamment rédigé des lettres à l'intention des parents d'élèves de 3^e, pour leur exposer leur point-de-vue.

A la rentrée, près de 300 profs seront sans formation

Les réformes annoncées et les réductions de postes font monter la colère chez les enseignants. Ils étaient 500, venus de toute la région, à manifester à Nancy.

Nous sentons que cela monte de plus en plus. » Claude Frédéric, responsable de la FSU, ne dit pas ça pour se rassurer. Alors que les enseignants multiplient les mouvements de protestation depuis cinq mois, la mobilisation d'hier s'annonçait peu évidente. Au total, ils sont 500 à manifester, un chiffre délivré par la police, au-delà de la mobilisation attendue : le vendredi n'est pas ordinairement un jour de manif. De plus, l'appel à la grève provenait d'une série de syndicats pas toujours très représentés en Lorraine.

Des collègues quasi désertés, comme à Nancy ou Baccarat, ont montré aussi que la mobilisation ne se reflétait pas dans les chiffres du rectorat : 14 % de grévistes dans les lycées généraux, 18 % dans les collèges. « Les chiffres sont calculés sur le nombre total d'enseignants, pas sur ceux qui auraient dû travailler aujourd'hui », contrecarre Claude Frédéric. Pour lui, la mobilisation des grévistes est de 40 %.

Plus de 40 000 élèves concernés

Les manifestants se sont regroupés devant le rectorat en deux temps. Les enseignants des sections Industrie, comme les bacs STI, sont arrivés une heure plus tôt. « Cette filière est en



Photo Claude BÉNÉTEAU

Les manifestants venus de toute la région se sont regroupés devant le rectorat en deux temps. La colère monte.

train d'être vidée », constate Bruno Henry, secrétaire départemental du SNES en Moselle. La réforme est attendue depuis des années. « On ne sait toujours pas ce qui va se passer », ajoute-t-il. Ces formations coûtent cher en matériel. Elles regroupent de petites sections, pour des raisons de sécurité.

« Mais elles sont accessibles à tous, poursuit Bruno Henry. Elles démocratisent vraiment l'accès

au bac. » Alors que l'industrie est remise en avant dans le discours politique, il s'étonne de ce qu'aussi peu d'efforts sont faits sur la formation d'une main-d'œuvre nécessaire au secteur.

La deuxième vague de manifestants, arrivée ensuite, s'inquiète des réformes et des réductions de dotations horaires. A la prochaine rentrée, les nouveaux recrutés seront affectés directement aux classes. « En Lorraine,

288 profs vont arriver sans aucune formation, prévient le secrétaire départemental. Faites le calcul : 288 multipliés par cinq classes de 30 élèves, ce sont 43 200 élèves environ qui sont concernés. »

Et quand ces enseignants voudront aller se former, la crainte est qu'il n'y ait pas assez de monde pour les remplacer. Les 84 remplaçants officiels de l'académie en anglais ne sont déjà

pas suffisants, alors remplacer 40 stagiaires de plus... « Les académies essaient d'avoir le moins de stagiaires possibles, tout comme les établissements, dévoile Bruno Henry. Tout ce système-là ne fonctionne pas. » Avec de tels facteurs de colère, la mobilisation dans l'Education nationale risque en effet de continuer à monter.

Julien BÉNÉTEAU.

800 lycéens dans la rue à Sarreguemines

Le mot d'ordre est passé par les téléphones portables : 800 lycéens se sont rassemblés hier à 8 h, à Sarreguemines. Malgré le froid, ils ont battu le pavé jusqu'à 11 h, manifestant leur opposition à la réforme du lycée. Scandant des « *Chatel est foutu, la jeunesse est dans la rue !* », ils ont défilé devant les bâtiments symboles de la République. « *On se bat pour notre avenir. On a notre mot à dire* », affichaient les banderoles. Une délégation de quatre jeunes gens a été reçue par un adjoint de la sous-préfète, par un proviseur de lycée puis par le député-maire Céleste Lett.

Dans les rangs, on comptait aussi une trentaine de parents d'élèves. Les principales craintes des adolescents sont de voir augmenter les effectifs. « *Moins on aura de profs, moins on aura nos diplômes, parce qu'à 30 ou 35 les profs ne peuvent pas gérer la classe...* », déplore une jeune fille.

Un étudiant en BTS MAI (Mécanismes et automatismes industriels), membre du conseil académique de la vie lycéenne, apparaît comme le leader du mouvement. Il pense que les bacs STI (Sciences et technologies industrielles) sont voués à disparaître, et que la discrimination arrive en force avec l'instauration de groupes de compétences en classe de 1re à la rentrée 2011.

Selon lui, la suppression des modules en demi-classes, au profit d'une aide personnalisée qui pourrait se dérouler avec des groupes de 30 élèves, est une régression. Il regrette également que l'économie soit désormais une matière imposée en 2nde, alors même que les autres options sont vidées de leur contenu.

Mobilisation moyenne en Lorraine

L'appel à la mobilisation contre les 16 000 suppressions de postes prévues en 2010 a rencontré un succès mitigé, hier, dans l'académie de Nancy-Metz. A l'initiative du mouvement, huit syndicats d'enseignants du secondaire et les deux organisations lycéennes Fidl et UNL s'opposent aussi à la réforme des lycées et dénoncent les conditions d'entrée dans le métier des enseignants recrutés à la prochaine rentrée. Sur les 4 585 enseignants des 141 collèges, 830 étaient en grève, soit 18,1 %, pour 15,14 % dans l'en-

semble des académies. Dans les lycées professionnels, 71 enseignants ont été comptabilisés absents dans la région, soit 5,9 % de l'effectif global. Soit, une mobilisation inférieure à la moyenne nationale qui s'élevait à 8,03 %. Enfin, 14 % des enseignants ont observé la grève dans les lycées lorrains, contre 11,7 % dans le reste du pays.

Il s'agissait au niveau national de la 3e journée de grève en moins de quatre mois, après celle du 21 janvier et celle du 24 novembre.

Sarreguemines le
vendredi 12 mars 2010

Mesdames, Messieurs les représentants de l'Etat

Nous, **lycéens de Sarreguemines** manifestons aujourd'hui notre **DESACCORD** avec la Nouvelle Réforme du Ministre de l'éducation Luc Chatel.

Nous sommes contre les enseignements d'exploration dont l'économie est une matière imposée. L'économie est une matière de l'enseignement générale et non technologique.

Nous voulons défendre nos sections STI qui sont vouées à disparaître et sommes contre la création de groupes de compétence en langue qui créeraient des discriminations.

Nous appelons le Ministre à écouter ce que pensent les lycéens et donc à **supprimer sa réforme**, cette réforme qui serait tout simplement le pire cauchemar de tout futur lycéen.